

Note de recherche

Que signifie concrètement la
« décolonisation » pour mettre
fin aux violences faites aux
femmes et aux filles (VFF)

Michelle Lokot, Beatriz Kalichman, Marjorie Pichon, Ana Maria Buller, Nambusi Kyegombe

Consultez l'article complet [ici](#).

LONDON
SCHOOL of
HYGIENE
& TROPICAL
MEDICINE



Résumé

Ce document résume les conclusions de l'étude qualitative intitulée : « Explorer les conceptions et les approches de la décolonisation dans le domaine de la violence à l'égard des femmes et des filles : vers une clarification conceptuelle et des stratégies concrètes pour le financement, la programmation et la recherche ».

Il existe un consensus croissant sur la nécessité de « décoloniser » les efforts de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles (VFF), mais le concept de décolonisation est souvent mal compris. Cette étude a exploré la manière dont les bailleurs de fonds, les praticiens et les chercheurs œuvrant dans le domaine des VFF appréhendent le colonialisme et la décolonisation, et a identifié des stratégies concrètes pour décoloniser le financement, les programmes et la recherche.

Nous avons constaté que, malgré l'amélioration des pratiques de recherche, les programmes et les structures de financement de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles restent fortement marqués par des modes de pensée et des comportements hérités du colonialisme. L'étude identifie les principaux obstacles au progrès et propose une feuille de route pour des actions concrètes, favorisant ainsi le passage d'engagements théoriques à des changements significatifs et tangibles.

Introduction

On estime qu'une femme ou une fille sur trois dans le monde est victime de violences. Depuis des décennies, de nombreux acteurs, dont les agences des Nations Unies, les ONG internationales et nationales, les organisations communautaires, les prestataires de services, les chercheurs, les mouvements féministes et de base, ainsi que les donateurs, œuvrent à la prévention et à la prise en charge des violences faites aux femmes et aux filles.

Les hiérarchies de pouvoir qui influencent la prise de décision des acteurs du développement, de l'humanitaire et de la santé mondiale font l'objet de critiques croissantes. Parmi celles-ci figurent les hiérarchies de pouvoir coloniales, qui continuent de façonner les structures et les pratiques institutionnelles actuelles. Les modes de pensée et d'action coloniaux se manifestent souvent par des interventions verticales, la présomption que l'expertise provient principalement des pays du Nord et l'érigement des normes et valeurs « occidentales » en standards universels servant de référence pour juger les autres contextes.

Dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, il est reconnu que les

dynamiques coloniales influencent de nombreuses pratiques de recherche, notamment la définition des « preuves », la représentation des réalités des communautés, les instances décisionnelles en matière de recherche, l'allocation des fonds et, de fait, les personnes habilitées à décider de leur répartition. Elles peuvent également façonner les programmes de prévention et de prise en charge de ces violences, par exemple en occultant le rôle de l'héritage colonial dans la construction du patriarcat, en dévalorisant les savoirs locaux et en renforçant les représentations racistes ou stéréotypées des réalités vécues par ces populations.

L'idée de « décolonisation » peut être décrite comme un ensemble d'efforts visant à réduire l'impact néfaste des modes de pensée et de comportement coloniaux et à s'attaquer aux structures héritées du colonialisme. Cependant, il existe un manque de consensus quant à la signification pratique de ce terme. Nous avons mené cette étude afin d'explorer comment les modes de pensée et de comportement coloniaux, ainsi que la « décolonisation », sont appréhendés dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, et d'identifier des stratégies pour décoloniser le financement, les programmes et la recherche.

Méthodes de recherche

Cette étude qualitative mondiale a mobilisé 83 praticiens, chercheurs et bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que dans les pays à revenu élevé d'Europe, d'Australie et des États-Unis. La collecte de données comprenait :

- 17 entretiens semi-structurés
- 8 discussions de groupe
- 5 ateliers participatifs

Les activités se sont déroulées principalement en ligne via Zoom et avec le soutien de Jamboards en anglais, français, portugais et espagnol. Notre étude a rencontré certaines limites, notamment des difficultés à assurer la participation de praticiens ayant une

disponibilité limitée et parlant des langues différentes de celles parlées par les membres de notre équipe.

Les données ont été analysées thématiquement. Tout au long du processus de recherche, l'équipe a mené une réflexion critique sur le pouvoir et la positionnalité, et plus particulièrement sur la manière dont nos identités personnelles et nos expériences passées ont influencé notre perception des violences faites aux femmes et aux filles. Ce processus nous a permis d'identifier et de remettre en question nos propres biais afin qu'ils n'affectent pas la recherche.

L'approbation éthique a été accordée par la London School of Hygiene & Tropical Medicine (LSHTM) (29 septembre 2022, réf. : 28070).

Résultats

1

Définitions et conceptions du colonialisme et la décolonisation

Pour décrire le colonialisme, les participants ont utilisé des termes comme exploitation, extraction et déshumanisation. Ils ont souligné le manque de consensus sur la définition du colonialisme et la nécessité de reconnaître que les acteurs du Nord ne sont pas les seuls à adopter des modes de pensée et des comportements coloniaux.

La plupart des participants connaissaient le concept de décolonisation, mais beaucoup avaient du mal à le définir. Certains estimaient que la décolonisation était similaire à d'autres concepts tels que « équité » et « collaboration », tandis que d'autres la considéraient comme nécessitant une attention particulière aux modes de pensée et de comportement coloniaux. Certains percevaient la décolonisation comme une idée académique, tandis que d'autres soulignaient ses origines militantes dans les pays du Sud. Les participants s'accordaient globalement sur le fait que la décolonisation exige des changements structurels, personnels et politiques. Bien que la question de la responsabilité de la décolonisation ait fait l'objet de quelques débats, la plupart la considéraient comme une responsabilité collective.

2

Colonialisme et décolonisation dans le domaine des violences faites aux femmes

Les participantes ont relevé de nombreux exemples de schémas de pensée et de comportements coloniaux dans les programmes de lutte contre les violences faites

aux femmes et aux filles. Parmi ces exemples, on note des définitions « *universalisées et standardisées* » des violences faites aux femmes et aux filles, plutôt que adaptées au contexte (Multirégion, femme, discussions de groupe 8, participante 8). La culture, les normes et les conceptions occidentales de l'indépendance et de l'oppression ont été décrites comme influençant les programmes de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, sous-entendant que « *tout ce qui est culturel est mauvais ... toute norme est négative et doit être remise en question* » (Afrique subsaharienne, femme, discussions de groupe 2, participante 1). Les conceptions occidentales de l'autonomisation et du bien-être ont également été critiquées, de même que la valeur accrue accordée à l'impact quantitatif.

Les participants ont décrit comment les décisions concernant le financement de la lutte contre les violences faites aux femmes sont souvent prises par des personnes extérieures au secteur :

“

Les décideurs, ces gens sont généralement presque toujours des hommes blancs, qui siègent dans les bureaux de Washington DC, de New York, vous savez, dans le Nord global, sans avoir absolument aucune idée de ce qui se passe dans le contexte local.

(pays à revenu élevé, femme, entretien 3)

Ils ont critiqué les règles de financement strictes concernant les rapports, les exigences administratives difficiles à satisfaire pour les petites organisations, les présomptions d'expertise et les processus décisionnels verticaux : « *Ce n'était pas un partenariat, mais une simple collecte de données sur le terrain* » (Multirégion, femme, discussions de groupe 8, participante 8). Les participants, notamment ceux des pays du Sud, ont également décrit des pratiques inéquitables en matière de paternité scientifique des études et leur exclusion des décisions relatives à la recherche, y compris la conception, l'analyse et la diffusion des résultats.

Stratégies de décolonisation

De nombreuses stratégies de décolonisation ont été évoquées. Concernant le financement, la programmation et la recherche, deux stratégies globales ont été discutées à plusieurs reprises.

1. Préciser ce que signifie la décolonisation en pratique :

“

Que signifie décoloniser ? [...] Que décolonisons- nous ? Est-ce tout le système d'oppression ? [...] Ou essayons-nous simplement de changer quelques petites choses ici et là pour donner l'impression d'être plus inclusifs ? [...] Si nous disons vouloir éradiquer la suprématie blanche de tout le système, est-ce possible ?

(Asie, femme, entretien 8)

2. Réfléchir à sa propre position et être prêt à renoncer au pouvoir :

“

Reconnaître le pouvoir est très important, cela vous permet de reconnaître votre propre privilège et d'en être conscient.

(Afrique subsaharienne, discussions de groupe 1, Jamboard)

“

Comment voulez-vous céder ce pouvoir ? [...] Soyez honnêtes, reconnaissez que nous sommes privilégiés [...] c'est cette honnêteté dont nous avons vraiment besoin de la part des personnes [...] qui souhaitent soutenir ce mouvement.

(Asie, femme, entretien 8)

Nous résumons ci-dessous les stratégies identifiées dans cette étude pour décoloniser le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en matière de financement, de programmation et de recherche.

Stratégies de financement

1. Modifier les structures de financement, notamment en les rendant plus flexibles, en couvrant les coûts de base des acteurs de la mise en œuvre, en privilégiant les relations plutôt que la sous-traitance et en utilisant des modèles de financement alternatifs
2. Financer de manière plus globale, en permettant aux personnes les plus proches des problèmes de définir les priorités
3. Reconsidérer les critères de financement et les processus de candidature, en prévoyant des délais plus longs, la possibilité de soumettre des candidatures en plusieurs langues et en fournissant une rétroaction détaillée à l'ensemble des candidats
4. Alléger les obligations de déclaration des bénéficiaires de subventions
5. Investir dans l'amélioration des relations avec les bénéficiaires de subventions, notamment par le biais de mécanismes de rétroaction collective

Stratégies de programmation

1. Reconnaître que les partenaires de mise en œuvre sont des partenaires à part égale
2. S'assurer que les acteurs vivant dans les pays et les communautés d'intérêt pilotent la conception des programmes
3. Passer d'une définition des impacts centrée uniquement sur les chiffres à une définition incluant également la qualité des programmes
4. Garantir une programmation holistique, prenant en compte les facteurs structurels, les moyens de subsistance, les filets de sécurité sociale, l'insécurité alimentaire et les lacunes en matière d'éducation

Stratégies de recherche

1. S'assurer que les attentes et les rôles de chaque équipe sont clairement définis dès le départ
2. Créer des opportunités d'investissement dans les relations au sein des partenariats
3. Soutenir les petites organisations militantes par le biais de partenariats et de mentorat
4. Déterminer qui est le mieux placé pour mener la recherche, notamment si une recherche est nécessaire (de la conduire) et qui devrait la diriger
5. S'assurer que les chercheurs principaux soient situés dans les pays du Sud, lorsque cela est possible
6. Discuter des publications et de la paternité de l'œuvre dès le (au) début
7. Prioriser le renforcement bidirectionnel des capacités
8. S'appuyer sur d'autres modes de connaissance, notamment les approches autochtones, participatives, narratives et conversationnelles, et valoriser différentes formes de savoir telles que les méthodes qualitatives
9. Veiller à ce que les procédures de consentement éclairé ne soient pas contraignantes pour les participants, qu'elles soient adaptées aux participants ayant des difficultés à lire et à écrire, et qu'elles valorisent leur temps par des incitations et des avantages appropriés
10. Veiller à ce que les données et les résultats soient accessibles grâce à une propriété partagée des données et à la publication des résultats dans des langues et des formats accessibles aux participants (par exemple, blogs, podcasts, webinaires, etc.)

Défis et considérations pratiques

Ces stratégies ne sont pas simples à mettre en œuvre, et de nombreux participants ont souligné des tensions qui doivent être examinées avec attention. Par exemple, le transfert de pouvoir et de rôles aux acteurs des pays du Sud pourrait se révéler symbolique ou alourdir la charge pesant sur des individus ou des organisations déjà surchargés. De plus, la co-signature de publications peut ne pas être souhaitée, voire inutile, pour certains acteurs des pays du Sud. Reconsidérer la nature des preuves valorisées pourrait impliquer de remettre en question l'exigence que les résultats de la recherche prennent la forme d'articles universitaires. Enfin, des difficultés pratiques et structurelles, telles que le travail dans des contextes précaires ou un accès limité à Internet, peuvent constituer de véritables obstacles au transfert de pouvoir et doivent être prises en compte.

Conclusion

Ces conclusions ont des implications importantes pour le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Un point de départ essentiel consiste à expliciter comment les modes de pensée et de comportement coloniaux influencent le financement, les programmes et la recherche en matière de violences faites aux femmes et aux filles, et à définir ce que signifie concrètement la « décolonisation » dans des contextes spécifiques. Ce travail devrait être envisagé comme une responsabilité collective plutôt que comme une tâche assignée aux acteurs du Nord ou du Sud. Les participants ont souligné que le financement et les programmes de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles constituent des domaines prioritaires de réforme. En définitive, la décolonisation ne sera probablement ni linéaire ni rapide ; il s'agira d'un processus continu pour le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Consultez l'article complet [ici](#).

Ce document a été rédigé par Michelle Lokot, Beatriz Kalichman, Marjorie Pichon, Ana Maria Buller et Nambusi Kyegombe. Pour plus d'informations sur cette étude, veuillez contacter Ana Maria Buller (ana.buller@lshtm.ac.uk) et/ou Nambusi Kyegombe (nambusi.kyegombe@lshtm.ac.uk). Ce travail a été soutenu par le Wellspring Philanthropic Fund (subvention numéro 16824).